

Les lignes aériennes Trans-Canada, qui ont précédé Air Canada, étaient une excellente société aérienne, une des meilleures. Elle était efficace et rentable à une époque où personne ne voulait s'en occuper. Cependant, une pareille situation ne nous plaît pas au Canada. Comme les hommes d'affaires ne pouvaient supporter qu'une entreprise d'État fonctionne bien, ils ont donc entrepris systématiquement de la détruire. J'accuse le monde des affaires au Canada d'avoir détruit les transports aériens au pays. Ce sont les hommes d'affaires qui se sont servis des lignes aériennes et qui ont portées des plaintes ridicules concernant le service. Ils ont prétendu qu'ils devaient avoir le choix. Que leur importe! Ils déduisent leurs dépenses de leur revenu aux fins de l'impôt. Ils ont parlé d'efficacité et de rentabilité, et ils n'en ont pas moins détruits les transports aériens au Canada par des plaintes stupides au sujet de canapés trop secs et de gin trop faible. C'est pourquoi nous avons des lignes aériennes qui se font concurrence dans notre pays.

Nous avions une ligne aérienne qui était la meilleure dans son genre et nous lui avons créé une rivale. Nous ne pouvions supporter notre prospérité et nous avons détruit notre propre créature. Sur la question de la propriété publique, les gouvernements libéraux et conservateurs voient exactement du même œil. C'est très commode.

Des voix: Oh, oh!

M. Saltsman: Quand il est question d'entreprise privée, la main sur le cœur, ils disent que c'est là la solution. C'est ce que les libéraux ont toujours fait. Les conservateurs devraient être plus avisés. Sir John A. Macdonald aurait honte d'eux. Je le dis à regret. Pourquoi ont-ils créé de la concurrence à Air Canada? Pour commencer, le gouvernement a coupé les fonds à la TCA. Ce n'est qu'après l'arrivée de la concurrence qu'on lui a permis de prendre de l'expansion et d'acheter des appareils convenables. Nous avions tout ce qu'il fallait pour établir le meilleur réseau de transport aérien. La concurrence a eu pour résultat de faire augmenter les coûts et de réduire le service. L'homme d'affaires était heureux parce qu'il pouvait menacer d'emprunter une autre ligne. Quel prix énorme a dû payer le pays pour satisfaire des réclamations aussi stupides. Pendant combien de temps une personne est-elle à bord d'un avion? D'habitude, à peu près une heure. Si le café n'est pas tout à fait aussi bon qu'il le devrait, la belle affaire! Je ne prends pas l'avion pour boire du café.

Le ministre veillera, je le sais, à faire franchir au bill toutes les étapes voulues. C'est là sa responsabilité, bien que je ne sache pas ce qu'il en pense personnellement. Il s'agit d'un bill émanant du gouvernement et le ministre accepte la responsabilité qui lui incombe de le piloter à la Chambre. Je lui demande de penser à ce que je dis. Quel avantage a le régime de propriété publique? Je n'en vois aucun en particulier. Le sujet ne m'a jamais obsédé. Je n'ai pas à faire valoir d'idéologie prônant que le régime de propriété publique est meilleur que le régime de propriété privée ou l'inverse. Je dirai que la nature de ce mode de transport, le besoin de conserver l'énergie, la nécessité de planifier et d'examiner les sommes énormes que le

Air Canada

gouvernement dépense pour la construction d'aéroports et d'infrastructures, sont autant de motifs d'établir un monopole.

La concurrence dans les transports aériens internes est chose ridicule. La concurrence sur le plan international suffit. On ne peut avoir une ligne aérienne efficace si on lui coupe les moyens de fonctionner. Les vols d'avions à moitié vides ne constituent pas une utilisation efficace des ressources. Pour être efficaces, c'est-à-dire, rentables comme le disent certains de mes amis, les transports aériens doivent être monopolisés. La question qui se pose au sujet du régime de propriété publique ne découle pas d'un avantage inhérent à ce régime, mais c'est plutôt celle de savoir à qui attribuer le monopole. On peut dire que le monopole en matière de transports est l'unique façon de procéder. Si on accepte cette assertion, il faut ensuite se demander à qui on va attribuer le monopole. À une entreprise privée peut-être. Je crois que ça marcherait. Nous l'avons fait pour Bell Canada. On pourrait le donner au gouvernement puisque c'est lui qui finira par cautionner l'entreprise privée de toute façon. Si l'entreprise omet de faire certaines choses dans l'intérêt public, on demande alors au gouvernement de s'en charger.

● (1632)

J'ai trouvé très intéressante l'intervention du député de York-Simcoe (M. Stevens) hier, et quand il a eu terminé, je lui ai posé une question. Il voulait qu'Air Canada soit rentable en quelque sorte et je lui ai demandé: Que faites-vous des petites localités où ce n'est pas rentable? Il a répondu: On donne des subventions. C'est certes la pire sorte d'illusion, que les subventions viennent de l'extérieur ou de l'intérieur. Les subventions externes risquent de coûter plus cher à la longue, car c'est le gouvernement, en l'occurrence, qui accorde les subventions, et il cherche à prouver qu'elles sont inutiles, alors que ceux qui les demandent ont certes tendance—je ne dirai pas qu'ils tripotent leurs livres; ce sont des gens honnêtes—à faire valoir le mieux possible leurs besoins et à attirer l'attention sur leurs difficultés. On se retrouve donc avec deux bureaucraties prêchant chacune pour sa paroisse et cherchant à prouver que l'autre a tort. Mais avant que la chose puisse se décider, elles doivent comparaître devant une troisième bureaucratie qu'on appelle la Commission des Transports.

Nous en viendrons un jour à l'étatisation, non pas parce que quelqu'un se rendra aux arguments des socialistes, mais parce que les gens vont se fatiguer de tout ce gâchis, d'entendre tout ce beau monde se disputer, comme dans le cas de la compagnie de téléphone Bell, les uns voulant hausser les taux et les autres les réduire, les hommes politiques s'interposant entre les uns et les autres, et la commission s'efforçant de les départager.

Les gens vont abandonner, en désespoir de cause, et déclarer: Pour l'amour du ciel, que le gouvernement étatisé cette entreprise et qu'il nous débarrasse de tous ces avocats, de tous ces comptables, de tous ces bureaucrates, de tous ces ordinaires, et particulièrement de tous ces intrants, extrants et analyses régressives auxquels personne ne comprend rien. Ils voudront que les choses marchent ainsi. Alors, le socialisme s'implantera en douceur, sans faire de bruit, et pour toutes sortes de raisons.